

Les subsides

M. McDermid: Le ministère de l'Industrie et du Commerce va-t-il déménager à Stephenville, à Terre-Neuve?

M. Lumley: Vous avez raison, Stephenville à Terre-Neuve et Sydney en Nouvelle-Écosse. Ce sont deux de nos priorités, monsieur l'Orateur.

Dans les quelques minutes qui me restent, je voudrais dire un mot au sujet de la productivité. Il est évident que le gouvernement et le secteur privé doivent en priorité chercher à améliorer la productivité au Canada pendant que nous sortons de la récession actuelle. Le gouvernement, le patronat et les syndicats doivent travailler de concert pour le pays afin de faire baisser l'inflation et de favoriser les investissements productifs qui, à leur tour, rendront les entreprises canadiennes plus compétitives sur le marché national, mais surtout à l'exportation. Dans ce contexte, notre ministère axera ses politiques et programmes sur la promotion d'investissements productifs dans des domaines d'importance stratégique pour le Canada du point de vue du développement industriel et régional et de l'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre.

M. Lewis: Comme Maislin.

M. Lumley: Des mesures visant à appuyer à la fois le perfectionnement et l'utilisation de technologies de pointe constitueront un aspect important de la stratégie. Je vais consulter largement le secteur privé et les syndicats afin d'obtenir que l'on accorde une importance stratégique aux activités du ministère et de m'assurer que ses initiatives sont appliquées par le secteur privé dans un esprit de collaboration.

Pendant que je parlais de productivité, j'ai entendu quelques commentaires émanant des banquettes de l'opposition au sujet du fait que le gouvernement soit venu à la rescousse d'un certain nombre de sociétés.

M. McDermid: Parlez-nous de Maislin.

M. Lumley: Je voudrais demander à ces députés s'ils auraient laissé la société Chrysler . . .

Des voix: Oui.

M. Lumley: . . . et la société Massey Ferguson couler à pic?

Des voix: Oui.

M. Lumley: L'Opposition aurait permis que tous ces emplois se perdent. Monsieur l'Orateur, je trouve incroyable que des députés parlent d'une part de création d'emplois, de technologie de pointe, et d'exportations et avouent crûment d'autre part qu'ils laisseraient sombrer des sociétés comme Canadair, de Havilland, Massey Ferguson et Chrysler.

Je pense que l'histoire de la société Chrysler est l'une des grands succès des deux dernières années.

M. Lewis: Combien de voitures sortent de la chaîne de montage aujourd'hui?

M. Lumley: Je suis étonné que des députés qui parlent de création d'emplois . . .

M. McDermid: Et la société Coca-Cola?

M. Lewis: Tirez-la aussi d'affaire.

M. Lumley: Jusqu'à maintenant, la garantie accordée à la société Chrysler n'a pas coûté un sou au gouvernement du Canada.

M. Lewis: Pas encore.

M. Lumley: Si nous avons perdu la Société Chrysler, 40,000 personnes se seraient ajoutées dès le premier jour à la liste des chômeurs canadiens. Si l'on remonte deux ans en arrière, ce sont 40,000 personnes qui ont travaillé pendant deux ans dans le secteur privé sans que cela coûte un sou aux contribuables Canadiens.

M. Mazankowski: Parlez-nous de ceux qui se sont retrouvés sans travail à cause du Programme énergétique national.

M. Lumley: Je ne sais pas comment l'opposition définit un revenu de placement. A mon avis, lorsque le gouvernement canadien, en offrant une garantie, permet à 40,000 personnes de garder leur travail pendant deux années entières, c'est un bon rendement sur l'argent du contribuable que touche le gouvernement.

Je vois que mon temps de parole est presque écoulé et je puis dire, d'après l'animation qui règne sur les bancs d'en face, que ce soir, les députés ont au moins écouté mon discours, pour changer.

Je voudrais, monsieur l'Orateur, répéter les trois principaux objectifs de notre ministère. Tout d'abord, et tous les députés en conviennent, je crois, il s'agit de créer des emplois. Deuxièmement, il nous faut contribuer à créer un environnement économique stable pour le secteur privé. Troisièmement, favoriser une croissance industrielle équilibrée adaptée aux objectifs de développement des diverses régions du pays.

Je conclurai en disant qu'à l'instar de certains députés qui m'ont précédé, j'estime qu'il nous faut plus de collaboration et moins d'affrontement au Canada. Avec l'aide de tous les députés, nous serons en mesure, je crois, d'atteindre ces objectifs.

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je suis en grande partie d'accord avec la motion proposée par le parti conservateur. Moi aussi, je blâme le gouvernement de ne pas avoir présenté la stratégie industrielle globale qu'il avait promise, de ne pas avoir établi de stratégies spécifiques afin de harnacher le potentiel de l'industrie canadienne et de promouvoir l'utilisation avantageuse des ressources humaines et naturelles du Canada, et aussi de ne pas chercher à augmenter le niveau médiocre des investissements de recherche et de développement au Canada. En fait, je crois que tout Canadien impartial serait largement d'accord avec la motion; il attribuerait le problème à l'absence de direction et d'orientation, il dirait qu'il nous faut une stratégie nationale efficace afin de rétablir notre économie et de remettre le Canada sur la voie de la prospérité. Ainsi, on donnerait un peu d'espoir aux chômeurs et notamment aux jeunes hommes et aux jeunes femmes qui sortent des universités sans aucun espoir de trouver un emploi intéressant.